



# FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

## SOMMAIRE

N° 526

9 €

- DOSSIER: (p.1-3)  
JEUNESSE, ÉDUCATION  
ET SEXUALITÉ EN MACRONIE (7)
- FAMILLE ROTHSCHILD (p.1-3)
- ANNEXES: (p.4-12)
- L'AFFAIRE PASCAL PESSIOT (p.5)
- LGBT: FAUX NEZ OU IDIOT  
UTILITE DU LOBBY PÉDOPHILE? (p.6)
- LA GRANDE MANIPULATION (p.7)
- L'ÉTRANGE M. ABELLO (p.8-12)

## INDEX

Abello F. ....	p.8	Gontier F. ....	p.5
Abello V. ....	p.9	Hernand H. ....	p.2
Attali J. ....	p.5	Lang J. ....	p.6
Aubry M. ....	p.4	Lauder R. ....	p.3
Azoulay D. ....	p.5	Lechevallier A. ....	p.10
Baylet J.-M. ....	p.4	Liffran H. ....	p.6
Bellanger P. ....	p.4	Lorenzi J.-H. ....	p.2
Belloubet N. ....	p.7	Macron E. ....	p.1
Billon A. ....	p.7	Mafart J. ....	p.4
Borello J.-M. ....	p.4	Mancel J.-F. ....	p.5
Botton F. ....	p.3	Martel F. ....	p.6
Bouthier J. ....	p.3	Mérieux A. ....	p.10
Breton T. ....	p.2	Moniot E. ....	p.4
Bronfman E. ....	p.3	Neuwirth L. ....	p.6
Bruckner P. ....	p.4	Olivennes D. ....	p.4
Choukroun R. ....	p.1	Pégaré C. ....	p.2
Cooper Ramo J. ....	p.3	Pessiot P. ....	p.5
Coulon J. ....	p.7	Rheims N. ....	p.3
Drahi P. ....	p.4	Riblet J.-J. ....	p.3
Dupond-Moretti E. ....	p.7	Rothschild famille. ....	p.3
Durand-Souffland S. ....	p.6	Ruemmler K. ....	p.3
Duvert T. ....	p.3	Schoer L. ....	p.3
Estrella K. ....	p.5	Unger-Hadelin M. ....	p.4
Finkelkraut A. ....	p.4	Vavrin G. ....	p.5
Forester L. ....	p.2	Weinberg S. ....	p.4
Giraud G. ....	p.3	Woerth E. ....	p.5
Giroud C. ....	p.3	Wulf A. de ....	p.5

## DOSSIER

## JEUNESSE, ÉDUCATION ET SEXUALITÉ EN MACRONIE (7)

Étonnamment, un personnage que nous n'attendions pas est revenu à intervalles réguliers au cours de notre enquête: Régine Choukroun. Croisée dans l'entourage de Pierre Bergé, l'interprète de *La Grande Zoa* fut au commencement du parcours de deux personnalités aussi sulfureuses que centrales en Macronie: Jean-Marc Borello et Michèle Marchand. Une consécration posthume pour cette Franco-Israélienne, dont la réception d'un *Israel Award of Honor* des mains du Premier ministre Shimon Peres, le 19 mai 1986, avait éclairé la portée de l'action dans le giron des Rothschild: « Grâce à eux, [...] j'ai compris ce que je pouvais faire pour aider vraiment, de façon sérieuse, l'État d'Israël. [...] Nous avons, eux par rapport à moi et moi par rapport à eux, des places bien précises à tenir, un jeu à jouer, et je crois que chacun le joue de façon accomplie ».

**Rothschild famille.** Cette description par Régine Choukroun de sa relation avec les Rothschild sied à merveille à Emmanuel Macron. Avant d'être détaillé dans notre enquête *Le Pacte de corruption*, ce « jeu à jouer » que « chacun joue de façon accomplie » avait été revendiqué par les intéressés. D'abord par l'intermédiaire de la journaliste Martine Orange, dans *Rothschild, une banque au pouvoir* (Albin Michel), un ouvrage au titre explicite publié parallèlement à l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée comme secrétaire général adjoint de la présidence de la République en 2012, puis pendant la campagne de 2017, dans *Rothschild, le pouvoir d'un nom*, un reportage diffusé dans l'émission *Envoyé spécial* sur France 2, le 1<sup>er</sup> décembre 2016. Ce « jeu à jouer » n'est sans doute pas étranger à ce que le *Wall Street Journal* (28 avril 2017) a appelé l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron. Si elle a pavé la voie à l'ascension de l'actuel président de la République, cette programmation a « buggé », et recèle énormément d'anomalies...

Dans la documentation de *Rothschild & Cie*, par exemple, Emmanuel Macron fut, jusqu'en 2011, décrit comme « né le 21 décembre 1977 à Paris (75) ».

Comme ici, dans le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 janvier 2010.



Ou là, dans ce bordereau de cession daté du 11 février 2011.



Ce n'est qu'à partir de 2012 qu'on retrouvera Emmanuel Macron « né le 21 décembre 1977 à Amiens (80) ».





## DOSSIER

Sans doute s'agit-il d'une simple erreur administrative. Une de plus à mettre sur le compte des innombrables anomalies qui jalonnent le parcours d'**Emmanuel Macron**. Parmi les principales, citons : **1**— En 2002, admission à l'**ENA** en n'ayant pas répondu à la question posée lors de l'épreuve orale (*Le Traître et le néant*, **Fayard**, 2021). ; **2**— En 2004, intégration à l'**Inspection générale des finances** grâce à un classement de sortie — tantôt 3<sup>e</sup>, tantôt 5<sup>e</sup>— ayant « surpris, voire marri » (*Les Macron*, **Fayard**, 2017) ses condisciples de la promotion **Senghor** dont la mobilisation aboutira à l'annulation dudit classement (fait unique dans l'histoire de l'école) par le **Conseil d'État** en 2007. En 2021, Emmanuel Macron annoncera coup sur coup la suppression de l'**ENA** et de l'**Inspection générale des finances**, tandis que les « Senghor » se verront, au fil du temps, attribuer tous les plus gros fromages de la République... ; **3**— En septembre 2008, recrutement par **Rothschild & Cie** avec exemption de la procédure obligatoire de placement en disponibilité de la fonction publique (selon l'article 44b du décret 85-986), donc sans publication de l'arrêté signé par le ministre au *Journal officiel* ; **4**— Par conséquent, non réintégration à la fonction publique lors de sa nomination auprès de **François Hollande** à l'Élysée en mai 2012 : « Je n'ai jamais vu ça », expliquera **Jacques Arrighi de Casanova**, président adjoint de la section du contentieux du **Conseil d'État** et président de la commission de déontologie de la fonction publique dans *Marianne* (24 octobre 2014).

Les mauvaises langues qui, dans les dîners en ville, interprètent ces anomalies comme autant de passe-droits sont les mêmes qui jasetent sur les liens unissant Emmanuel Macron à **David de Rothschild**, un des rares grands patrons avec lequel Emmanuel Macron échangerait régulièrement des textos (*Le Monde*, 14 février 2019). Une proximité ostensiblement mise en scène lors de la deuxième cérémonie d'investiture, le 7 mai 2022, doublée d'une complicité étrangement tactile entre David de Rothschild et « **Brigitte** » (ici, une recherche sur l'onglet « Image » de **Google**) qui suscite bien des questions sur la véritable nature de la relation entre le couple présidentiel et les Rothschild...



## Le grand tabou

Bien que publiquement assumée, cette relation est implicitement taboue dans le débat public. Et ceux qui s'aventureraient à aborder le sujet verraient immédiatement leur carrière détruite. C'est ce qui est arrivé à **Gaël Giraud**. Sur la chaîne *Youtube Thinkerview* (23 octobre 2022), cet économiste bien en cour avait enfreint l'interdit en déclarant : « L'arrivée d'Emmanuel Macron chez **Rothschild** a été décisive pour lui. Il a été pris sous la coupe de David de Rothschild, l'ancien PDG de cette grande banque qui [...] a une revanche à prendre sur les nationalisations de 1981. Et qui, lui, a un grand projet eschatologique qui vise la fin des temps qui est la privatisation absolue du monde et la médiocrisation de l'État de manière à ce qu'un traumatisme comme les nationalisations de 1981 ne soit plus possible. C'est mon point de vue sur une information qui circule à Paris. Emmanuel Macron est le porte-flingue de David de Rothschild. [...] Donc, d'une certaine manière, la personne Emmanuel Macron sur laquelle on est très focalisé n'est pas très intéressante. C'est un garçon qui exécute un programme qui lui est dicté par d'autres, notamment David de Rothschild, et ce programme c'est la privatisation du monde et la destruction de l'État social ».

Jusque-là, la grande presse ne tarissait pas d'éloges sur ce directeur de recherche au **CNRS**, ancien chef économiste à l'**Agence française de développement** qui avait été récompensé par le **Cercle des économistes**, le think tank de la doxa néolibérale que préside **Jean-Hervé Lorenzi**. Quand *Conspiracy Watch* l'accusera de « dérapage conspirationniste », l'ordre des jésuites auquel Gaël Giraud appartient dénoncera ses propos « antisémites » et l'intéressé présentera ses « plus sincères excuses » pour cette « formule maladroite et ramassée qui ne reflète absolument pas [sa] pensée et [son] parcours » (communiqué du 30 octobre 2022). Par la suite, il verra sa vie passée au crible, ses écrits épiluchés (avec accusations de plagiat à la clef) et sa réputation détruite au moyen d'une double page parue dans *Le Monde* (25 mars 2023) cruellement intitulée *Gaël Giraud, l'éclipse d'une étoile montante*.

Cette relation avec les Rothschild éclaire pourtant bien des mystères de la Macronie. Prenons par exemple cette « priorité nationale pour Emmanuel Macron » (*La Lettre de l'Expansion*, 30 janvier 2023) qu'est le maintien de **Catherine Pégard** à la tête de l'**Établissement public de Versailles** (EPV). Ce maintien « coûte que coûte », malgré la limite d'âge est, à première vue, inexplicable. Or une longue enquête de *Libération* (5 mars 2023) — qui n'oublie pas de rappeler que Versailles abrite *La Lanterne*, ce « paradis caché de Brigitte » — insiste sur la relation intime entre Catherine Pégard et les Rothschild : « [**Nicolas Sarkozy**] a établi des liens presque fraternels avec "Catherine" qu'il peut même titiller sur son amour d'alors, **Philippe Sereys de Rothschild**, la charriant d'un : "Alors, il te couvre de cadeaux ton Rothschild ?" ».

Du rôle d'**Élie de Rothschild** dans la construction de la fortune d'**Henry Hermand**, jusqu'à la promotion de **Thierry Breton** à la **Commission européenne**, en passant par la prépondérance des réseaux de l'Oise dans le parcours d'Emmanuel Macron et par la place occupée par l'écosystème **Régine** dans l'entourage du couple présidentiel, sans oublier,





## DOSSIER

évidemment, la vente d'Alstom à General Electric, la « clef Rothschild » ouvre les portes des coulisses des grandes et petites affaires qui jalonnent l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron...

### Au cœur de l'affaire Epstein

Jusqu'à très récemment, le rapport des Rothschild à l'éducation, à la jeunesse et à la sexualité était un sujet peu connu. Tout au plus, d'aucuns s'étaient émus de l'étrange symbolique du *Bal surréaliste* donné par Guy et Hélène de Rothschild le 12 décembre 1972 au château de Ferrières, avec, en guise de décorations des tables, ces poupées de bébés qu'on avait démembrées et auxquelles on avait défoncé le crâne... Puis un versant obscur s'est dessiné quand Christian Giroud, le garde du corps personnel de David de Rothschild, a été missionné pour faire taire une victime de Jacques Bouthier, le patron du groupe Vilavi (ex-Assu 2000) accusé d'avoir recruté des adolescentes, dont une Roumaine de 14 ans, pour assouvir ses penchants pédophiles. L'opération consistait à « étouffer l'affaire, récupérer la vidéo [compromettante] et retrouver Kenza [une des « esclaves sexuelles » de Jacques Bouthier] pour l'emmener de force dans un pays étranger. Une mission criminelle » (*Le Parisien*, 25 mai 2022).

Quand l'affaire Epstein a éclaté, a surgi, pour la branche française de la famille, le nom d'Édouard de Rothschild (propriétaire du quotidien *Libération* entre 2006 et 2014) dans le *Livre noir* de 2004. Puis celui d'Edmond de Rothschild (pilier du Groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale) dans le *Livre noir* de 1997, exhumé en juillet 2021 par *Business Insider*. En mai 2023, le *Wall Street Journal* a révélé qu'après le décès d'Edmond de Rothschild, les liens avaient perduré avec sa belle-fille et actuelle présidente du Groupe Edmond de Rothschild, Ariane de Rothschild. Une relation poussée (une douzaine de rencontres entre 2013 et 2019), allant d'une aide pour le recrutement d'une assistante multilingue, jusqu'à un contrat de 25 millions de dollars conclu en 2015 avec Jeffrey Epstein (via Southern Trust) pour « l'analyse des risques, l'application et l'utilisation de certains algorithmes ». Pour Ariane de Rothschild, Epstein était aussi cet intermédiaire qui l'a présentée à Joshua Cooper Ramo, administrateur de FedEx et de Starbucks et cadre dirigeant du cabinet de conseil en géopolitique d'Henry Kissinger (cofondateur et *Lifetime Trustee* de la Commission Trilatérale) ou encore à Kathy Ruemmler lorsque cette ancienne conseillère juridique de la Maison-Blanche de Barack Obama, aujourd'hui directrice juridique chez Goldman Sachs, était associée chez Latham & Watkins.

La branche britannique n'est pas en reste. Outre Hannah de Rothschild, la fille du baron Jacob de Rothschild, Jeffrey Epstein et Ghislaine Maxwell étaient des intimes d'Evelyn de Rothschild et de son épouse Lynn Forester. C'est cette dernière qui avait introduit le couple auprès de Bill Clinton à la Maison-Blanche. Des noms qui constituent la partie émergée d'un iceberg de personnalités apparentées ou affidées aux Rothschild qui garnissent la documentation relative à l'affaire Epstein. Au premier rang desquels Robert Maxwell qui fut un des associés des Rothschild. Aussi le Congrès juif mondial (WJC) dont l'actuel président du conseil d'administration n'est autre que David de Rothschild, compte-t-il deux de ses plus hauts représentants au cœur du

« système Epstein » : l'actuel président du WJC, Ronald Lauder qui avait notamment permis à Jeffrey Epstein de disposer d'un passeport autrichien, et son prédécesseur Edgar Bronfman qui avait cofondé le Mega Group, une des principales courroies des fonds destinés au financement de l'opération menée par Jeffrey Epstein.

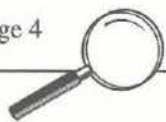
### Les confidences de Nathalie Rheims

« Comme on faisait très souvent dans ces familles-là : "vice is nice but incest is best because it stays in the family" [NDA : le vice c'est bien mais l'inceste c'est mieux parce que ça reste dans la famille] ». On est élevé tout simplement avec le silence pour que surtout, rien ne sorte. [...] On est élevé avec ce poids-là pour être sûr – et ça marche – qu'on ne dira jamais les choses ». Cette confidence explosive de Nathalie Rheims a laissé bouche bée le critique littéraire Pierre Assouline qui l'interrogeait au sujet de sa famille – les Rothschild –, le 7 février 2013 au Musée d'art et d'histoire du judaïsme (MAHJ) dans le cadre de la promotion de son livre *Laisser les cendres s'envoler*, édité par son second époux Léo Scheer.

Dans cet ouvrage, celle qui fut la compagne de Claude Berry (le « patron » du cinéma français) et l'épouse du compositeur Frédéric Botton (l'auteur de *La Grande Zoa*), se confie sur cette « famille singulière, avec tant de ramifications, de secrets. » Inspirée par la réception de l'arbre généalogique de la famille (qu'on devine être *Le Sang des Rothschild* de Joseph Valynseele et Henri-Claude Mars paru chez ICC en 2004), elle écrit : « Les anthropologues voient généralement la prohibition de l'inceste comme le principal pilier de toute civilisation, dans la mesure où elle entraîne la circulation des femmes et du patrimoine d'un clan à l'autre. [...] Dans son essai, l'auteur faisait une démonstration inverse. Ce qui, selon lui, avait permis à notre dynastie de se maintenir, c'était sa capacité à dépasser, en période de crise, le tabou de l'inceste et à privilégier dans les mariages et les héritages, la préservation de la fortune. [...] Un nom plus sûr que de l'or, un sésame pour ouvrir toutes les portes, même celles donnant sur le vide. [...] Et si l'inceste en devenait l'ultime garant, peu importait ».

Au cours de ses confidences, Nathalie Rheims raconte le « trouble » dans lequel l'a plongée pendant sa jeunesse la découverte du personnage de Shylock dans *Le Marchand de Venise* et le « gage du prêt consenti par l'usurier, qui n'était autre qu'une livre de chair humaine » : « cette tragi-comédie me faisait toucher du doigt le destin de ma propre famille. [...] J'aimais mon grand-père, son élégance, son éducation sans faille, le regard indifférent qu'il posait sur le monde, tout comme j'aimais Shylock. [...] J'avais senti dans ma chair que le crédit, la gestion de la dette étaient le centre de gravité et le garant de pérennité de cette dynastie ». Puis, poursuivant son cheminement, Nathalie Rheims s'interroge sur le « déclin » de cette famille ayant façonné « sous leurs mains le monde du capitalisme financier qui est devenu le nôtre, ce monde dont les spasmes et les crises peuvent nous conduire à la ruine. [...] Au milieu de ces vicissitudes, cette famille était cependant demeurée l'initiatrice et l'emblème de ce type de capitalisme qui avait déposé le pouvoir aux pieds des banquiers et était parvenu au cours des siècles, grâce à elle, à son degré suprême ». Et, songeuse, de conclure : « Peut-être avons-nous dépassé l'apogée de ce système... »





## ANNEXES

► Pour cette enquête *Jeunesse, éducation et sexualité en Macronie*, nous avons privilégié les personnalités « clefs » de l'entourage du couple présidentiel. Voici donc, en annexe, quelques éléments pour compléter ce dossier.

✦ Concernant **Pierre Bellanger**, le patron de *Skyrock*, sa condamnation à trois ans de prison avec sursis et 50 000 euros d'amende en 2010 pour « corruption de mineure » n'a pas gêné le ministère des Armées qui lui a confié le lancement d'une web radio à destination des militaires (*Skyrock PLM*). La biographie de cet acteur majeur de la déculturation et de la démoralisation de la jeunesse depuis 30 ans - par la promotion de la sous-culture rap et de toutes les déviances sexuelles - est disponible dans le numéro 315 de *Faits & Documents*.

✧ Relativement à **Jean-Michel Baylet**, ici dans les tribunes du Stade de France, le 15 octobre dernier, aux côtés d'**Emmanuel Macron** (à droite), les accusations (fondées) dont il fait l'objet sur Twitter ont été traitées dans le numéro 505 de *Faits & Documents* (en haut), et la biographie détaillée du « veau sous la mère » est parue dans le numéro 412 de *Faits & Documents* (en bas).



L'héritier du Groupe La Dépêche du Midi a en effet été mis en cause pour viols et agressions sexuelles par **Nathalie Collin**, la fille de l'ancien sénateur PRG **Yvon Collin** (dont Baylet fut le parrain en politique), lorsque cette dernière avait entre 12 et 14 ans. Bien que l'enquête ouverte par le parquet de Paris ait débouché en janvier sur une caractérisation des faits (classés sans suite en raison de la prescription) et que cette dernière ait pu déclarer à l'AFP (9 mars 2021) : « Ce n'est pas seulement un homme puissant, c'est un pédophile », Jean-Michel Baylet ne s'est jamais senti obligé de se retirer de la vie publique, conservant tous ses mandats et la vice-présidence de l'*Alliance de la presse d'information générale*.

Paris bruira des rumeurs les plus folles. Aussi, le 3 avril 1991, le journaliste **Philippe Palat** rapporte : « Dans les cercles bien informés, on devise depuis que l'ancien secrétaire général de la police sous Vichy refait la « Une » de l'actualité sur les liens plus étroits qu'il a entretenus avec la famille Baylet. Montalbanais comme eux, il fut vite aux côtés d'Évelyne Baylet à la mort accidentelle de Jean Baylet le 29 mai 1959 pour diriger le quotidien (*La Dépêche*) et prendre une place laissée vide dans la vie de la jeune veuve. Au point qu'il se chuchote avec insistance que cette idylle financière et sentimentale ne pouvait être née aussi subitement en quelques jours compte tenu surtout de la personnalité d'Évelyne-Jean Baylet, femme de cran peu encline au sentimentalisme. En fait, cela pourrait remonter à plus tôt et la rumeur, dès lors, n'hésite pas à mettre en doute la filiation de l'actuel ministre du Tourisme, Jean-Michel Baylet, né en 1946 et à envisager que René Bousquet ait pu être le véritable père. »

► En complément de notre portrait de **Jean-Marc Borello**, notons que le Groupe SOS est visé depuis le mois de juin par une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Lyon à la suite de soupçons de « faux » et d'« escroquerie » concernant un marché public de « déradicalisation » conclu avec l'administration pénitentiaire dans le cadre du programme PAIRS (cf. *Mediapart*, 10 juillet et 19 septembre 2023).

► Sur les conditions de travail au sein du Groupe SOS, nous avons reçu de nombreux témoignages qui ne sont pas sans rappeler celui publié en 2011 dans *Comment on a voulu la tuer* (*EdiLivres*, 2011) et sur sa page Facebook par **Mylène Unger-Hadelin**.

► Signalons également que, cité dans une affaire de trafic de stupéfiants aux côtés d'**Éric Moniot** (administrateur du Groupe SOS Seniors), le préfet **Jean Mafart** a été nommé cet été ambassadeur de France en Zambie, ce qui n'a pas manqué de surprendre au sein du corps diplomatique et d'irriter les autorités zambiennes...

► Parmi les « Sanaryens » ayant fréquenté le mas varois d'**Olivier Duhamel**, mentionnons également les noms de **Martine Aubry** (protégée d'**Alain Minc** et cofondatrice de la *Fondation Agir contre l'exclusion* aux côtés de **Marc Ladreit de Lacharrière**) et d'**Alain Finkelkraut** que l'on n'a jamais vu critiquer publiquement l'actuel président de la République. Il faut dire que la liste de ceux qui ont financé son entrée à l'*Académie Française* en 2014 (**Denis Olivennes**, **Éric de Rothschild**, **Serge Weinberg**, **Patrick Drahi**, etc.) ressemble à s'y méprendre à un comité de soutien à **Emmanuel Macron**...

► Dans la foulée de l'affaire Duhamel, **Alain Finkelkraut** avait été évincé de *LCI* après avoir questionné l'inceste : « Y a-t-il eu consentement ? À quel âge ça a commencé ? Y a-t-il eu une forme de réciprocité ? » (24 heures Pujadas, 10 janvier 2021). Dans *Le Nouveau désordre amoureux*, ouvrage coécrit avec **Pascal Bruckner** et paru au *Seuil* en 1977, Alain Finkelkraut louait les livres de l'écrivain et apologiste de la pédophilie **Tony Duvert** qui « devraient stimuler, susciter des vocations, dessiller les yeux », allant jusqu'à écrire : « Le corps de l'enfant demeure aujourd'hui en Occident le dernier territoire inviolable et privé, l'unanime sanctuaire interdit : droit de cité à toutes les "perversions", à la rigueur, mais chasse impitoyable à la sexualité enfantine, son exercice, sa convoitise. La subversion, si l'on y croit encore, ce serait de nos jours moins l'homosexualité que la pédérastie, la séduction des "innocents" ».





## ANNEXES

## L'affaire Pascal Pessiot



Circule beaucoup sur les réseaux sociaux cette photographie d'Emmanuel Macron en compagnie de Pascal Pessiot, maître de soirées orgiaques au Cap d'Agde, condamné à seize ans de prison le 23 septembre 2022 par la cour d'assises de Paris pour viols, détention d'images pédopornographiques, corruption de mineurs mais aussi pour avoir soudoyé des gardiens de prison lors de sa détention.

À l'occasion de son procès, les mœurs de **Pascal Pessiot** ont été racontées par le menu par *leparisien.fr* (13 septembre 2022) qui a décrit un « homme de réseau [...], libertin assumé, [qui] était aussi une figure du Cap d'Agde (Hérault), dans le village naturiste où il possédait une résidence secondaire. Chaque été, il y donnait avec son épouse **Katia [Estrella, condamnée à dix-huit mois de prison avec sursis au terme du procès]** des fêtes somptueuses, très réputées dans les milieux échangistes et fétichistes. Des orgies comptant jusqu'à 150 invités triés sur le volet, vêtus de costumes haut de gamme, avec traiteur et champagne coulant à flots. On y aurait même vu, jure-t-on, une véritable panthère lors d'une soirée à thème... Un univers de paillettes et de latex dans lequel son épouse, surnommée "Maîtresse K" lors de ses performances sadomasochistes, était devenue une sorte d'égérie depuis sa rencontre avec Mickaël [NDA: relaxé au terme du procès], son soumis, rapidement devenu un intime au point d'avoir sa propre pièce au Cap d'Agde. [...] Lors des soirées, en harnais de cuir et plug anal surmonté d'une queue de canidé, l'homme, juriste dans le civil, devenait alors "Mick le chien", déambulant à quatre pattes, tenu en laisse par madame. Un mode de vie qui vaut au trio des poursuites pour avoir exposé les jumelles du couple, qui n'étaient que des petites filles à un univers hypersexualisé. [...] Ces faits avaient émergé alors que l'enquête, initiée après le signalement d'une association de fournisseurs d'accès Internet, visait la détention d'images pédopornographiques. Plus de 80 000 de ces fichiers avaient été découverts en perquisition chez le PDG, dont certains, figurant ses propres filles dans des poses suggestives. Se qualifiant de "serial téléchargeur", il confessera une véritable addiction

après s'être lassé de tout le reste – pornographie extrême, scatophilie, zoophilie. [...] Si les filles de **Pascal Pessiot** disent n'avoir subi aucun acte répréhensible, plusieurs jeunes femmes gravitant dans son entourage ont dénoncé aux enquêteurs des agressions sexuelles, et pour deux d'entre elles, des viols répétés, avec un conditionnement progressif dès l'âge de 7 ou 8 ans. [...] Autre relation dérangeante, celle qu'il a entretenue avec la fille d'une de ses anciennes maîtresses. Une enfant qu'il a vu naître et dont il a longtemps pensé qu'il était le père. Petite, elle avait dénoncé de premiers gestes, mais sa mère ne l'aurait guère soutenue ».

Tout au long de son parcours, **Pascal, Michel Pessiot**, né le 14 novembre 1952 à La Rochelle (Charente-Maritime), a été associé en affaire à ses compagnes successives, que ce soit **Marie-Françoise Jaud** qui fut sa concubine ou son ancienne épouse **Myriam Mahy**. Mais sa réussite économique s'explique surtout par les réseaux et les relations politiques qu'il a su très tôt cultiver. Membre du PS, désigné grand électeur suppléant lors des élections sénatoriales de 1977, associé en affaire avec **David Azoulay**, trésorier de la campagne de **François Mitterrand** en 1988 et commissaire aux comptes d'**Urba** qui alimentait illégalement les caisses du PS, **Pascal Pessiot** a aussi compté, parmi ses associés, **Alain de Wulf**, un des lieutenants de **Jacques Attali**. C'est ainsi que le nom de **Pascal Pessiot** apparaît au milieu des années 1990 dans l'affaire du **Crédit lyonnais**, au cœur d'un système mis en place par la banque **Colbert** visant à renflouer **GIPPI**, son groupe immobilier créé en 1979 par des marchands de biens parisiens, via une filiale ludique (casinos, machines à sous), le groupe **Emeraude** (cf. *Le Repas des fauves*, **Fabrizio Calvi** et **Thierry Pfister**, **Albin Michel**, 2000). Le système finit par s'effondrer en 1993 et, en 1995, en vue de la reprise du casino de Beaulieu-sur-Mer (contrôle, depuis les années 1980 par la **Cosa Nostra** sicilienne) une « enquête réservée » de la sous-direction « courses et jeux » des **RG** (l'exploitation des machines à sous étant accordée par le ministère de l'Intérieur) conclut que « les condamnations prononcées à l'encontre de **Pascal Pessiot** sont incompatibles avec les responsabilités qu'il assume au sein d'établissements de jeux ».

Signe de la puissance des réseaux, cette enquête vaudra à celui qui l'a menée, le capitaine **Gérard Vavrand**, d'être révoqué des **RG** et traîné dans la boue par la presse, tandis que **Pascal Pessiot** poursuivra ses activités, devenant une figure incontournable du milieu des jeux d'argent (**Société française des casinos**, anciennement associé au sulfureux **François Gontier**) et l'un des principaux lobbyistes du secteur lors de la libéralisation des jeux en ligne, obtenant au passage, comme l'a rapporté *Libération* (10 septembre 2010), un important dégrèvement fiscal du ministre du Budget **Éric Woerth** (trésorier de **Nicolas Sarkozy**, rallié à **Emmanuel Macron**) qu'il avait sollicité par l'intermédiaire de l'ancien député RPR de l'Oise **Jean-François Mancel**.





## ANNEXES

### LGBT: Faux nez ou idiot utile du lobby pédophile?

Tout au long de notre enquête, nous avons vu des pédocriminels minimiser leurs crimes en les assimilant à de l'homosexualité dans un amalgame permettant, au passage, d'accuser leurs détracteurs d'« homophobie ». **Jean-Marc Borello** avait dénoncé un « insupportable climat d'homophobie » en défendant **Robert Mégel**, tandis que ce dernier lançait « mais tu es homo ! » à une de ses victimes alors âgée de 14 ans. Nous avons vu comment **Auguste Woestelandt**, accusé de viol sur mineur, s'était défendu en concédant des penchants homosexuels et comment **Claude Sigala**, le patron du *Coral*, s'était dit victime d'une machination policière « parce que nous étions pédés ». À l'échelon institutionnel, cette équivalence entre pédocriminalité et homosexualité a été exprimée sans vergogne pour étouffer l'affaire de Zandvoort par la *Brigade des mineurs*, qui, dans ses conclusions, a décrit le matériel pédopornographique comme « destiné à un public averti (gay) ». En fait, à l'image de l'action menée pour toutes les minorités sexuelles par le pasteur **Joseph Doucé** (préfigurant l'acronyme LGBT), homosexuels et pédophiles ont longtemps et ouvertement fait cause commune, comme l'explique **Frédéric Martel** dans *Le Rose et le noir* (Seuil, 1996) : « Jusqu'à l'abaissement en 1982 de l'âge légal des relations homosexuelles, la cause pédophile et la cause gaie ont paru aller de pair. Des tracts situationnistes en 1966 à Strasbourg [...], à la création du Conseil supérieur de l'information sexuelle préconisé par **Lucien Neuwirth**, la question de la libération des mœurs croisait régulièrement celle de la sexualité des mineurs. [...] L'affaire du *Coral* [...], marque peut-être un tournant. D'un côté, un certain nombre d'homosexuels [...] refusent de confondre désormais la lutte homosexuelle et la lutte pour la pédophilie. De l'autre côté, quelques irréductibles font de la surenchère, en refusant toute norme sociale, en réclamant une législation qui fixerait la majorité sexuelle à 13 ans ou même à 11 ans (par exemple le CUARH) et en dénonçant le "totalitarisme" qu'exercent les mères sur leurs enfants. [...] **Hervé Liffra**n, figure marquante du CUARH, aujourd'hui journaliste au *Canard enchaîné*, porte un regard rétrospectif critique sur ces affaires : "Le mouvement homosexuel s'est largement fourvoyé sur la pédophilie. Le libre consentement des enfants était une erreur." L'amertume demeure grande en 1983 chez les défenseurs de la pédophilie qui peuvent argumenter, non sans vérité, que leur combat a contribué à la libération homosexuelle et à la prise en compte d'une véritable éducation sexuelle des jeunes. Pourtant, la distance qui naît entre homosexuels et pédophiles est inséparable de l'abrogation de l'article 331-2. À partir de l'été 1982, les relations homosexuelles avec consentement sont considérées comme légales au-dessus de 15 ans et le champ de la pédophilie se retrouve donc déplacé en dessous de cet âge ».

★ *De père en fils*. Chroniqueur judiciaire au *Figaro*, « plume » et ami d'**Éric Dupond-Moretti** et grand pourfendeur des « complotistes » de l'affaire d'Outreau, **Stéphane Durand-Souffland** n'est autre que le fils de **Jean-Michel Durand-Souffland** (1929-1985) qui occupa des fonctions analogues au *Monde*, reprenant largement, dans sa couverture de l'affaire de Saint-Ouen, l'argumentaire du lobby pédophile déployé pour la défense de **Jacques Dugué** (cf. *Jacques Dugué répond d'attentats à la pudeur sur des mineurs de moins de quinze ans « On ne lutte pas contre la nature »*, *Le Monde*, 4 novembre 1981).

★ Mis en valeur par notre enquête, *Le Livre de la honte* (*Le Cherche midi*, 2001) de **Laurence Beneux** et **Serge Garde** qui s'échangeait à prix d'or a été republié gratuitement sur Internet.

► Signalons également la mise en ligne du remarquable documentaire sur l'affaire de Zandvoort, *Réseaux Pédophiles: la pièce qui accuse*, coréalisé par **Laurence Beneux**, **Anne Gintzburger** et **Frédéric Lacroix** (90 Minutes, Canal +, 31 octobre 2000) qui était totalement introuvable jusque-là.

► Au sujet de **Jack Lang**, précisons qu'il n'a jamais démenti être l'auteur des propos tenus dans l'hebdomadaire homosexuel *Gai Pied* (31 janvier 1991) qui lui sont partout attribués alors que cette sortie (« la sexualité puérile est encore un continent interdit; aux explorateurs du XXI<sup>e</sup> siècle d'en aborder les rivages ») intervient en fait dans un article où il n'est jamais cité. Cette phrase conclut un papier titré *Continent interdit, ces chères têtes blondes*, compris dans un dossier plus large explicitement intitulé *Qui a peur des pédophiles?*, signé par **Jean-Christophe Cauchy**, **Francis Lacombe** [Franck Arnal] et **Éric Lamien**.

► Dans la même veine, comme nous l'avons noté, **Jack Lang** n'était vraisemblablement pas l'« ancien ministre » auquel pensait **Luc Ferry** au *Grand journal* mais c'est bien de l'ancien ministre de la Culture dont il sera question dans les suites médiatiques de l'affaire. Il sera également le seul en France à accepter de répondre à la presse et à assumer sa relation avec **Jeffrey Epstein** lors de son arrestation à l'été 2019.

► Il apparaît donc que **Jack Lang** est positionné comme une sorte de paratonnerre de la nébuleuse pédophile (il « endosse le massacre » dirait **Michel Audiard**), un rôle officieux qui explique sans doute ses deux incompréhensibles reconductions à la tête de l'*Institut du Monde Arabe* par **Emmanuel Macron**.





## ANNEXES

## LA GRANDE MANIPULATION

« J'ai une conviction personnelle que je veux vous partager. Nous devons aligner l'âge de consentement sur celui de la majorité sexuelle, à 15 ans, par souci de cohérence et de protection des mineurs ». Depuis cette annonce d'Emmanuel Macron, le 25 novembre 2017, le malaise ne s'est jamais dissipé, et, tel le sparadrap du capitaine Haddock, la question a ressurgi régulièrement au gré de l'actualité, avec ses effets d'annonce, mais aussi (et surtout) ses non-dits...

L'engagement formulé par Emmanuel Macron intervient après la médiatisation de deux scandales judiciaires survenus à l'automne 2017, l'un à Pontoise (Val-d'Oise) le 25 septembre et l'autre à Meaux (Seine-et-Marne) le 7 novembre. Point commun entre les deux dossiers : la justice a considéré comme consentantes des fillettes de 11 ans lors de relations sexuelles avec des majeurs. À Pontoise, le parquet avait disqualifié le viol en atteinte sexuelle, donc en délit passible non plus des assises mais de la correctionnelle. À Meaux, le violeur avait été acquitté par la cour d'assises qui avait invoqué le consentement de la victime.

Face à la vague d'indignation, le gouvernement lance une campagne d'enfumage de l'opinion publique. Nicole Belloubet, ministre de la Justice, est envoyée en première ligne. Dans *Le Parisien* (19 novembre 2017), elle avance l'idée d'une majorité sexuelle à 13 ans qui serait le seuil d'une présomption de non-consentement « irréfragable », c'est-à-dire irrécusable. Si la mesure est présentée comme un « projet de loi pour mieux protéger les femmes et les mineurs contre les violences sexuelles », il s'agit en fait de faire avancer une vieille revendication du lobby pédophile : le recul de la majorité sexuelle. En effet, en France, la majorité sexuelle est définie comme « l'âge à partir duquel un mineur peut valablement consentir à des relations sexuelles (avec ou sans pénétration) avec une personne majeure à condition que cette dernière ne soit pas en position d'autorité à l'égard du mineur ». Et depuis 1945, cet âge est fixé à 15 ans, mais étendu à 18 ans si le majeur est une personne ayant autorité sur le mineur. Une définition claire de la majorité sexuelle que Nicole Belloubet ne peut ignorer puisque cette définition a été confirmée en 2012 et en 2015 par le Conseil constitutionnel auquel elle a appartenu (2013-2017). Par la suite, Emmanuel Macron se donne le beau rôle en présentant comme une « conviction personnelle » et un souci de « protection » l'« alignement de l'âge du consentement sur celui de la majorité sexuelle, à 15 ans ».

**Premier bilan.** 1- Le consentement est déjà aligné sur la majorité sexuelle. 2- La majorité sexuelle est déjà fixée à 15 ans. 3- La loi n'est simplement pas appliquée. 4- Nicole Belloubet et Emmanuel Macron le savent très bien et une simple circulaire rappelant la loi aux tribunaux aurait suffi. 5- Faire croire qu'il n'y a pas d'alignement du consentement sur la majorité sexuelle et proposer d'abaisser la majorité sexuelle à 13 ans, tout en invoquant la protection des mineurs et en lançant le pseudo-concept d'« irréfragabilité », constitue donc une opération de manipulation perverse destinée à rouvrir le débat sur deux sujets : le consentement sexuel des mineurs et l'abaissement de la majorité sexuelle. 6- Ces deux points constituent les revendications historiques du lobby pédophile.

Poursuivant sur sa lancée, le gouvernement explique que l'instauration d'un âge de non-consentement « irréfragable »

serait rejetée par le Conseil constitutionnel (ce qui est faux comme nous venons de le voir). Puis le Conseil d'État appuie cet argumentaire fallacieux en rejetant le seuil de présomption de non-consentement « irréfragable ». Le tout avec le renfort du Syndicat de la magistrature (gauchiste) dont le secrétaire général Jacky Coulon déclare : « L'automatisme qu'induit ce seuil bafoue la présomption d'innocence. L'inclure dans un texte le rendrait inconstitutionnel » (*Marianne*, 15 mai 2018).

Grâce à la médiatisation par Flavie Flament de l'affaire David Hamilton, cette séquence débouche tout de même sur l'inscription, dans la loi Schiappa du 3 août 2018, de l'allongement du délai de prescription pour les crimes sexuels sur mineurs, qui passe de 20 à 30 ans à compter de la majorité de la victime, soit jusqu'à ce que la victime atteigne les 48 ans. Si l'on s'en tient à la « légende officielle » du couple présidentiel, signalons ici qu'Emmanuel Macron fêtera ses 48 ans le 21 décembre 2025.

Comme il l'avait fait en 2017-2018, le lobby pédophile avancera encore ses pions dans la foulée de l'affaire Duhamel avec une tentative de faire reculer en douce la majorité sexuelle à 13 ans en se faufilant dans la « proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels ». C'est ainsi qu'en première lecture est adopté au Sénat, le 21 janvier 2021, un amendement incluant « comme crime sexuel, le rapport bucco-génital commis par une personne majeure sur un mineur de 13 ans ». Annek Billon, la sénatrice UDI qui a présenté l'amendement, ne cherche même pas à cacher le fond de sa pensée quand elle explique à BFMTV (22 janvier 2021, 10h29) que « oui, il peut y avoir des enfants qui sont consentants, et ça, il ne faut pas l'oublier. »

Dans les semaines qui suivent, Éric Dupond-Moretti tente d'éteindre l'incendie en répétant, le 9 février 2021, que « tout acte de pénétration sexuelle, accompli par un adulte sur un mineur de moins de 15 ans, sera considéré comme un viol [NDA : ce qui est en fait déjà le cas...] ». Ce que réaffirmera la loi du 21 avril 2021 et que confirmera encore le Conseil constitutionnel à l'été 2023, en réponse à une QPC. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que la loi du 21 avril 2021 apporte deux modifications au principe de majorité sexuelle instaurée en 1945. 1- le majeur n'encourt désormais des poursuites criminelles que dans le cas où sa différence d'âge avec le mineur excède 5 ans (modification bizarrement intitulée « clause Roméo et Juliette »). 2- Si l'« inceste » (élargi aux grands-oncles et aux grand-tantes) entre dans le Code pénal, l'exception d'une position d'autorité portant la majorité sexuelle à 18 ans ne semble désormais plus recherchée que dans le seul cadre familial, ce qui, en substance, induit que ce seuil ne s'appliquerait plus pour les autres « majeurs ayant autorité », à savoir les coaches sportifs, les éducateurs, les enseignants, les animateurs d'atelier théâtre, etc.





## ANNEXES

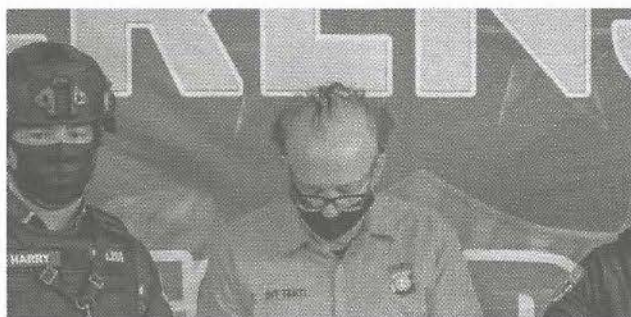
## L'ÉTRANGE M. ABELLO

Le 12 juillet 2020, une dépêche de l'AFP annonce la mort d'un « retraité » français, « François Abello Camille » retrouvé « suicidé » dans la cellule de sa prison en Indonésie. Il y avait été incarcéré trois semaines plus tôt à la suite d'une descente de police dans sa chambre de l'Olympic Hôtel de Jakarta où avait été retrouvé un véritable petit studio de vidéos et de photos pédopornographiques. Au total, 300 vidéos d'actes sexuels sur des enfants des rues avaient été saisies. Mais, avec la disparition de François Abello, le dossier fut refermé aussi vite qu'il avait été ouvert...

Une petite boutique du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris

L'affaire Abello a intrigué nombre d'internautes qui, judicieusement, ont archivé via le site *Wayback Machine* toutes les données disponibles à l'époque sur le net, avant que les pages soient supprimées. Voici donc, à la demande de nombreux abonnés, une synthèse des renseignements disponibles sur l'étrange M. Abello et sur ce dossier qui recèle encore bien des mystères...

L'Obs @leobs - Jul 13  
Détenu en Indonésie pour abus sexuels sur plus de 300 mineurs, un retraité français se suicide [nouveleobs.com/justice/202007...](https://nouveleobs.com/justice/202007...)



Quand François Abello est présenté par la police indonésienne lors de son arrestation en juin 2020 (en haut), les documents saisis (en bas) révèlent d'abord que son retour en France, le 6 avril 2020, avait été retardé – sans doute en raison de la crise du coronavirus –, mais aussi qu'il disposait d'une carte Visa Infinite (à droite). Réservé aux grandes fortunes, ce mode de paiement est tout à fait inhabituel pour un petit boutiquier de l'Est parisien...

D'abord, François Abello n'était pas à proprement parler un simple « retraité ». Il était même encore actif, à la tête d'AFMD, une PME familiale florissante chapeautant un commerce situé dans l'Est parisien : Photobest/Vidéobest.

La société AFMD tire son nom du couple que François Abello forme avec sa compagne, Marielle, Michèle, Louise Deslandes : AFMD pour « Abello François Marielle Deslandes ». Née le 3 juillet 1964 à Asnières (Hauts-de-Seine), Marielle Deslandes a en effet été associée à François Abello au sein de cette SARL dès sa fondation à l'été 1996 ; 249 parts sociales chacun. Les deux parts restantes revenant respectivement à Michelle Deslandes (née Boulay), la mère de Marielle Deslandes, et à Michel Abello, le frère de François Abello.

L'objet de la SARL AFMD est le suivant : « – Travaux photos en laboratoire, prises de vues, reprographie, imprimerie, location de matériel et studios ; – Ventes de matériels et fournitures, import-export de matériels non réglementés, vente par correspondance ; – Agence photographique, association de photographes et mannequins ; – Cours de photographie, organisation de stages ; – Sous-location de bureaux ». Sont rattachées à AFMD, les marques commerciales Photobest et Le Meilleur de vos photos, auxquelles viendront s'ajouter, en 1998, AA (Bonbons Suca) et Photo-Modèles-Club.

Exerçant, au sein d'AFMD, une fonction salariée de collaboratrice depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, pacsée à François Abello le 19 novembre 2009 au Raincy (Seine-Saint-Denis), Marielle Deslandes sera nommée gérante d'AFMD, le 27 juillet 2020, dans la foulée de l'annonce du décès de François Abello.

Depuis 1996, AFMD chapeaute donc Photobest/Vidéobest, un détaillant de dispositifs photo et vidéo, sis 15, rue de Bagnolet dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le catalogue de cette petite boutique est ordinaire, exception faite de sa spécialisation dans les caméras et les micros espion, avec un important catalogue de dispositifs intégrés aux objets du quotidien, des montres aux briquets en passant par les stylos, etc.



15 rue de Bagnolet 75020 PARIS  
A 50m du métro A. Danzas (Ligne 2)  
A 2 stations de Nation

Vidéobest

Caméras et micros espion

Discrétion – Conseils – Choix – Parking facile

Voir tous nos avis clients

La spécialité de François Abello : les caméras et les micros espion...

## François Abello : une PME familiale

Né le 18 juin 1955 à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), François, Camille Abello est le cadet des trois fils d'André Abello, né le 8 avril 1925 au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) et décédé le 29 octobre 2008 à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis), et de son épouse Marie-Thérèse.



## ANNEXES

Le cœur historique de l'activité familiale, une confiserie (Suca-Madora), est basé au 8, rue Molière à Montreuil. Quand Marie-Thérèse Abello s'est retirée de la présidence de Suca en septembre 1999, François Abello en est devenu le directeur général, laissant la présidence à son frère, Michel Abello. La société SA Suca, chapeautée depuis 1989 par IBRY Diffusion, puis par ART CADE, des SARL à l'objet aussi large que flou sises au 26 Ter, rue Nicolai dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sera finalement revendue par François et Michel Abello en décembre 2003.

Avant l'ouverture de Photobest (AFMD), François et Michel Abello étaient donc déjà associés dans la poursuite de l'activité familiale, mais aussi au sein d'AFM BIS et de Claude Saint-Jacques, des sociétés coiffant des boutiques de cosmétiques et de soins de beauté dans le V<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les frères Abello y étaient alors associés à un de leurs cousins, Jean-Jacques Riblet.

Benjamin de la fratrie, Michel, Paul Abello, né le 2 septembre 1957 à Savigny-sur-Orge (Essonne), a épousé, le 29 juillet 1978 à Passy-en-Valois (Aisne), Catherine, Marie Ferte. Actif dans le secteur de la formation à la plongée sous-marine, le couple contrôle Aqua2a, une fosse sise 6, rue Molière à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

En plus de sa participation au sein d'AFMD, Michel Abello est également associé à son frère François Abello dans un petit ensemble immobilier sis 4, rue de Voize à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) dont ils sont propriétaires via la SCI DUSIX (50 % chacun), placée en liquidation, puis radiée en 2019. Outre la domiciliation de François Abello, ce regroupement de pavillons abrite des studios de photos et de vidéos, le Studio Foch, dont l'entrée est située de l'autre côté du pâté de maison au 79, avenue Foch. Ce studio est rattaché à la plateforme en ligne d'AFMD, de Photo-Modèles-Club qui, au moins jusqu'en 2012, affiche explicitement une activité de production de photos érotiques. Plus tard, l'interface du site Internet sera modifiée pour afficher, en façade, une production de photographies culinaires.



En 2005, la plateforme en ligne de François Abello, Photo-Modèles-Club était un catalogue des « plus beaux modèles amateurs français » et proposait d'« entrer en contact avec eux ».



## Un neveu connecté à la Macronie

Alain, Michel Abello, le frère aîné de François et Michel Abello, né le 16 mars 1950 à Montreuil (Seine-Saint-Denis) est décédé le 5 mars 1991 à Créteil (Val-de-Marne). À la tête d'un joli patrimoine immobilier, Alain Abello était le gérant de Suca Formation Conseil, une SARL opérant dans le secteur des ressources humaines, domiciliée au fief familial du 8, rue Molière à Montreuil, abritant historiquement les activités de SUCA SA, c'est-à-dire la confiserie familiale Suca-Madora.

En 2013, soit vingt-deux ans après son décès, sa veuve, née Patricia Fleury, médecin allergologue, et ses trois enfants, Vincent Abello, né le 27 décembre 1975 à Vincennes (Val-de-Marne) et les jumeaux Marie et Julien Abello, nés le 12 février 1979 à Vincennes, déplaceront le siège de Suca Metalec, une SAS véhicule de l'héritage d'Alain Abello, du 8, rue Molière à Montreuil au 49, avenue Mozart dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cette branche de la famille semble avoir connu à cette époque un différend – ou du moins voulu prendre statutairement ses distances – avec François et Michel Abello.

En effet, toujours en 2013, dans les développements consécutifs au décès d'André Abello, leur grand-père, Vincent, Julien et Marie Abello assigneront leurs oncles Michel et François Abello dans ce qui apparaît comme un litige tournant autour des parts dans le fief familial, la SCI du 8, rue Molière à Montreuil, un bâtiment de 1 280 m<sup>2</sup> à usage commercial transformé en immobilier locatif. Précisons ici, que contrairement à ce qu'on peut lire ou entendre dans des vidéos circulant sur Internet, Vincent et Julien Abello ne sont pas les fils de François Abello et n'ont jamais été statutairement associés à ce dernier au sein d'AFMD.

Marie Abello est attachée de presse et son frère jumeau Julien Abello s'occupe du patrimoine immobilier familial via une SAS, JA & Partners. Précisons que le J&A Partners, « service d'immigration et de naturalisation » à Saigon au Vietnam est une structure homonyme.





## ANNEXES

Sise à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), J&A Partners préside la SAS MAJAVA qui regroupe, à parts égales, outre J&A Partners (représentée par Julien Abello), Vincent Abello et Marie Abello et dont l'objet est la vente et/ou la gestion d'actifs immobiliers. En outre, les héritiers d'Alain Abello sont associés au sein de la SCI FA, sise au 13, avenue Mac-Mahon dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

L'aîné des neveux, Vincent Abello, a épousé, le 26 juin 2004, à la mairie du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Alexandra, Cornélia, Simone Scherenberg, juriste spécialiste du droit de la concurrence et de la propriété intellectuelle, maître de conférences à Sciences-Po. Vincent Abello est le personnage de la famille le plus connecté à la Macronie. Diplômé de l'EDHEC, l'école de commerce de Lille, formé aux fusions et acquisitions (M&A) à New York chez SG Cowen (2000), il a pleinement intégré le département M&A de la Société Générale à Milan et à Paris en 2002. Il rejoint le Groupe Carrefour en 2005 dont il dirigera les fusions et acquisitions avant d'être promu secrétaire général de Carrefour France en février 2015. Entre-temps, il a été sélectionné et classé à la 11<sup>e</sup> place des « 100 leaders économique de demain » de l'Institut Choiseul dans la promotion 2013-2014, la même qu'Emmanuel Macron, classé 1<sup>er</sup>.

Administrateur de Citeo, Vincent Abello a rejoint, en octobre 2017, le Groupe Blachère en tant qu'administrateur et directeur général de ce franchiseur de boulangeries, de cafétérias, de primeurs, etc., contrôlé par la famille de Bernard Blachère. Aux côtés d'Emmanuel Macron, d'Édouard Philippe ou encore d'Olivier Véran, son nom figure parmi les *Young Leaders* de la France-China Foundation, une structure aujourd'hui désactivée et redéployée en direction du sous-continent indien.

Cette affiliation à la France-China Foundation n'est pas étrangère à la participation de Vincent Abello (49,47 %) dans Spygen, une société créée en 2011 et soutenue par nombre d'institutionnels (UE, Bpifrance, etc.), qui opère dans la capture, l'inventaire et l'analyse d'ADN de la biodiversité aquatique et terrestre. En effet, la « biotech » Spygen dispose d'un partenariat avec Biomérieux SA, or Vincent Abello et Alexandre Mérieux sont lauréats de la même promotion (2017) de la France-China Foundation qui comprend également Aurélien Lechevallier, très proche condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA (cf. *Le Pacte de corruption* et *Le Mystère Brigitte Macron*) et actuel directeur général de la mondialisation au Quai d'Orsay.

### L'Affaire Abello

À la fin du mois de juin 2020, la police indonésienne opère donc une descente dans la chambre d'hôtel de François Abello à Jakarta. Cette intervention fait suite à la dénonciation d'un voisin. Dans cette chambre, transformée en mini-studio vidéo, François Abello fait monter de jeunes mineurs, payés en dollars, qu'il a sollicités pour se prostituer. Lors de son arrestation, en compagnie de deux fillettes, son matériel, dont son ordinateur, est saisi. La police y découvre les vidéos réalisées avec pas moins de 300 enfants, ce qui, en Indonésie, constitue un crime passible de la peine capitale. Le 9 juillet 2020, il est retrouvé agonisant dans sa cellule, étranglé par un fil de fer. Transféré dans un centre médical de la police de Jakarta, il y décède trois jours plus tard.

Avec l'annonce de la disparition de François Abello, le dossier se referme, aussi vite qu'il avait été ouvert. Une disparition qui pose toutefois quelques questions. Sur les forums Internet (*8chan* notamment), la suspicion d'une fausse mort mise en scène a été alimentée par le fait que la photographie du cadavre de François Abello présentée par la presse indonésienne avait déjà servi à illustrer les dépêches annonçant la mort d'un trafiquant de drogue, le 21 janvier 2016.



FAC MENDAPATKAN PERAWATAN SELAMA TIGA HARI SEBELUM DINYATAKAN MENINGGAL DUNIA PADA MINGGU, 12 JULI PUKUL 20.00 WIB.

### 5 hal tentang penggerebekan narkoba di Berlan, Matraman, Jakarta Timur

JAN 21, 2016 6:41 PM PHT

JAN 21,

RAPPLER.COM

UPGRADE TO LISTEN

POWERED BY SPEECHIFY

Already have Rappler? Sign in to listen to groundbreaking journalism.

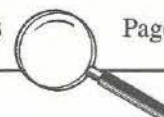


Berawal dari pesta sabu, di kawasan yang marak transaksi narkoba

La photographie du cadavre de François Abello présentée par la presse indonésienne le 12 juillet 2020 (en haut), ici sur la chaîne d'informations BeritaSatu, avait déjà servi à illustrer les dépêches annonçant la mort d'un trafiquant de drogue survenu le 21 janvier 2016 (en bas), soit plus de quatre ans auparavant.

Les internautes s'étant penchés sur l'affaire se sont par ailleurs interrogés sur d'éventuels liens avec d'autres événements survenus parallèlement à la disparition de François Abello.





## ANNEXES

## LA LISTE DES CLIENTS DE FRANÇOIS ABELLO

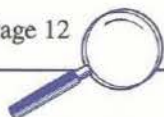
L'élément le plus surprenant dans l'affaire Abello est sans doute l'épaisseur et la qualité de la clientèle de Photobest, petite boutique de la rue de Bagnolet dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Supprimée avec la fermeture définitive de la boutique en novembre 2021, cette page Internet a été sauvegardée dans ses versions successives sur le site *Wayback Machine*. Nous reproduisons ici une capture d'écran du site archivée le 12 avril 2021...

Vincent Tulli  
www.vtulli.com  
www.choyouprod.com  
www.emilieangarelli.fr  
Benjamin Kanarek (photographe de mode)  
Jonathan Lennard (réalisateur photographe)  
Stéphanie Volpato (photographe)  
Auteurphotographe.com  
MonShooting.fr  
Parc Astérix (Paris)  
Futuroscope (Poitiers)  
EuropaCorp (cité du cinéma Luc Besson)  
BFM business  
Agence Capa  
Success Models  
Stéréogram Versailles  
La compagnie Jérôme Savary  
CAVIAR PETROSSIAN à PARIS 7  
Macarons gourmand PARIS 6  
Sonia Rykiel CDM SA  
Berluti Paris  
Berluti Italie  
Cernuti PARIS  
Eden park  
Lacoste PARIS  
Paul & Joe  
Jus d'orange (prêt à porter)  
Ma-petite-robe-noire.fr  
Elie Saab haute couture  
Cop-copine prêt à porter  
Chloé international  
HERMES international  
Hong my esthétique 98 TAHITI  
Jean-Louis Déforges (coiffeur) PARIS  
l'indien boutique PARIS  
Fashion Care Models  
Orange France  
Dassault Aviation  
Saatchi et Saatchi Suresnes 92  
Pacha Club Louveciennes 78  
NRJ AUDIO Paris  
Mama Shelter PARIS  
Printemps Hausmann  
Nature et découvertes  
Oscaro  
Panasonic France  
Delsey bagagerie Paris  
CARTIER Joaillerie International  
Horloger Joaillier HEURGON PARIS  
Atelier de DROUOT PARIS  
Ecole de communication visuelle de Nantes  
Ecole JAELYS PARIS 9  
Ecole Vétérinaire Maisons-Alfort 94  
Ecole Hôtelière d'Avignon 84  
Ecole Paris Collège of Art  
Ecole Supérieure D'Ostéopathie 77  
IUT Bordeaux  
INA Paris  
AFP Paris  
INSERM Bordeaux  
INSA Lyon  
Médecins sans frontière  
Docteur Dujonquoy chirurgie plastique  
IFAO institut français d'archéologie orientale  
CNRS institut d'Astrophysique de PARIS  
C.E.A. Commissariat à l'Energie Atomique  
Sciences PO PARIS  
Université de Cachan  
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
Ecole de l'image des Gobelins  
Collège Claude Debussy à Angers 49  
Collège international à Noisy le Grand 93  
Collège La Plaine des Glacis à la Ferté sous Jouarre 77  
Collège Léon Blum à Alfortville 94  
Collège Louis Armand à Savigny le Temple 91  
Collège Paul Eluard à Sainte Geneviève des Bois 91  
Collège Simone Veil à Pontoise 95  
Collège la Grange du Bois à Savigny le Temple 77  
Collège Aimé Césaire à PARIS 18

Collège Camille Claudel à PARIS 13  
Collège Corot à Chelles 77  
Collège Georges Méliès à PARIS 19  
Collège Lamartine de Hondschoote  
Lycée Chaptal à PARIS 8  
Lycée Alfred Nobel à Clichy sous Bois 93  
Lycée Benjamin Franklin à Orléans 45  
Lycée la Plaine de Neauphle à Trappes 78  
Lycée des Métiers Louis Blériot à Trappes 78  
Lycée du Forez à Feurs 42  
Lycée du Gué à Congis sur Théroutanne 77  
Lycée Français Vincent Van Gogh au Pays-Bas  
Lycée Henri Bergson à Angers 49  
Lycée Jean Prévost à Montivilliers 73  
Lycée Jean Vigo à Millau 12  
Lycée Louis Blériot à Trappes 78  
Lycée Pierre Corneille à Rouen 76  
Lycée Polyvalent Léo Ferré à Gourdon 46  
Lycée Saint Jean-Baptiste de la Salle à Reims 51  
Lycée Saint Paul Bourdon Blanc à Orléans 45  
Lycée Darius Mihaud au Kremlin Bicêtre 94  
Lycée Saint Nicolas à Paris 14  
Lycée Chevroliier à Angers 49  
Lycée Elisa Lemmonier à PARIS 12  
Lycée P. Lebon à Joinville  
Lycée Stanislas à Wissembourg 67  
Lycée St Paul Bourdon Blanc Orléans  
Fédération Française de Basket Ball  
SGBH network  
PNL QLF RECORDS  
UFO créatives pictures PARIS 15  
Les Films de Morphée PARIS 20  
DFMSTUDIO.com  
zoomup.fr (cours photo)  
Les vandales (vidéo mapping)  
Micro films Bagnolet 93  
Gulliver productions  
lestrouvaillesdelou.fr  
PHOTOCINERENT  
VIDEOPLUS  
TRANSPA CAM  
ANIMAL contact Sury-aux-Bois 45  
www.iroka-image.com (vidéo)  
www.videolivemulticam.com  
Sémekprod 78 Houdan  
GPA production  
Acajou Films  
Toky Films  
My first télévision PARIS la défense  
Hélium Films  
Kerala Productions  
ALJ Productions  
WATIB MUSIC  
Normandy Auction (maison ventes aux enchères)  
Ambassade de Thaïlande  
Consulat d'Algérie à PARIS  
Communauté d'agglomération de Courcouronnes 91  
Communauté d'agglomération de Romainville 93  
Communauté d'agglomération de Vendôme 41  
Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise 95  
Mairie de Bois d'Arcy 78  
Mairie de Drancy 93  
Mairie de le Moule en Guadeloupe  
Mairie de Magnanville 78  
Mairie de Melun 77  
Mairie de Montdidier 80  
Mairie de Romainville 93  
Mairie de Sarre-Union 67  
Mairie de Sévres 92  
Mairie de Thoiry 01  
Mairie de Tremblay en France 93  
Mairie de Vanves 92  
Mairie de Villiers sur Mame 94  
Mairie de Clayes sous Bois 78  
Mairie d'Arcueil 94  
Mairie de Beauvais (service archéologique)  
Mairie de Chelles 77  
Mairie de Chevilly Larue 94  
Mairie de Clamart 92  
Mairie de Clichy 92

Mairie de Compiègne 60  
Mairie Digne les Bains 04  
Mairie Goussainville 95  
Mairie du Havre 76  
Mairie de Levallois 92  
Mairie de Marly 78  
Mairie de Montigny le Bretonneux 78  
Mairie de Nanterre 92  
Mairie de Nîmes 30  
Mairie de Paris 75  
Mairie de Rueil Malmaison 92  
Mairie de Sotteville-lès-Rouen 76  
Mairie de St Mandé 94  
Mairie de Tremblay en France 93  
Mairie de Villemonble 93  
Mairie de Villepinte 93  
CRDP d'Amiens  
Opéra de LYON  
Théâtre D'Hérouville I  
Musée d'Art et d'industrie de St Etienne  
Musée de l'homme de Paris  
Musée de L'Abbaye (Les Sables d'Olonnes)  
Reflex photo (La Réunion)  
LIONELPHOTO  
www.familymovie.fr (numérisation & restauration)  
www.flashnweb.fr  
Drevet and Co  
Studio Virage PARIS  
Le Studio des Variétés  
Studio Mir Photo 94  
Studio Beauregard (Mayotte)  
Studio Mandarine  
Studio ESPACE 14  
Studio Demorane  
Studio 3000 Le Mans  
Vincennes Images  
Objectif image (club de Soisy)  
Photo club de Meudon 92  
Photo club de Louviers 76  
Photo club de Maisons Alfort 94  
Photo club de Ville Evard 93  
Photo club de Issy les Moulineaux 92  
Photo club Paris Val de Bièvres  
Photo club de Marcy  
Photo club de Maisons Laffite  
Photo club SNCF  
SNCF (Centre Multi Technique pour L'Archivage)  
Planète permis (Gertwiller)  
C.A.F des Hauts de Seine  
CPAM du Finistère  
Bouygues construction  
BNP Paribas  
FNAC DARTY  
C.E Thales  
C.E Dassault Aviation  
Association "L'oeil de Seilem"  
Iceberg Paris  
infocom distribution  
equipe-interactive.com  
Magazine GRAZIA  
Le Parisien magazine  
Causette Magazine  
Mckinsey & Company France  
SWISS LIFE banque  
Axa France  
Saint Gobain  
Centrale Canine  
Extrême Event  
Chevrolet Genève  
Laboratoire vétérinaire VIRBAC  
Galerie de peinture Fleury Paris 08  
Leprojetimagine.com  
NPA (nouveau parti anticapitaliste)  
BLM avec Bruno Lemaire (parti politique)  
Maximo (produits surgelés)  
Régie Renault  
Ministère de la Défense  
GIGN Versailles





## ANNEXES



D'abord, le bureau du procureur général de Jakarta a été ravagé par un incendie criminel à la mi-août 2020. Dans les semaines suivantes, Dassault (qui figure dans la liste des clients d'AFMD) devait signer, le 22 octobre 2020, une vente historique de 36 rafales avec le gouvernement indonésien et, quelques mois plus tard, Olivier Dassault, l'aîné des fils de Serge Dassault, est mort dans un accident d'hélicoptère à Touques (Calvados), le 7 mars 2021.

Quoi qu'il en soit, l'affaire Abello est passée totalement inaperçue en France où l'actualité était alors dominée par le Covid-19 et par un changement de gouvernement qui a vu, le 6 juillet 2020, Éric Dupond-Moretti poser ses valises place Vendôme.

En outre, à la fin du mois d'août 2020, soit deux mois après l'annonce du « suicide » de François Abello, sa page Facebook personnelle (François Afmd) est toujours active, poursuivant ses publications à l'adresse de ses clients alors que sa boutique a elle-même un compte dédié (Photobest). En somme, tout continue, comme si rien ne s'était passé...

Location Studios Photo & Vidéo

Vente de matériel

Photobest Depuis 1996

Francois Afmd  
Créateur de PHOTOBEST depuis 1996

TimeReels Albums Friends 114 Photos Videos More + Add Friend

Do you know François?

Intro

Joined March 2004

phoobest79200

phoobest9

PHOTOBEST sera en congés

Publication du compte Facebook de François Abello, François Afmd, datée du 20 août 2020, soit près de cinq semaines après l'annonce de son décès....

Mais, ce qui surprend le plus dans cette affaire, c'est l'épaisseur de la clientèle d'AFMD affichée sur son site par François Abello (page supprimée depuis lors), qui n'était officiellement, rappelons-le, qu'un petit boutiquier de l'Est parisien. Cette liste, que nous reproduisons ici intégralement (voir page 11), comprend nombre de gros acteurs tant privés

qu'institutionnels. Des photographes de mode évidemment (Émilie Zangarelli, Benjamin Kanarek, Jonathan Lennard, Stéphanie Volpato), des parcs d'attractions (Parc Astérix, Futuroscope), des agences ou organes de presse (Agence CAPA, l'INA, BFM Business, l'AFP, Le Parisien, Causette, etc.), des galeries d'art contemporain (A&R Fleury), des studios cinématographiques (EuropaCorp, la société de Luc Besson), des organismes culturels (La compagnie Jérôme Savary), des sociétés du monde du luxe et de la haute couture (Caviar Petrossian, Macarons Gourmands, Sonia Rykiel, Berluti, Cartier, Heurgon), des ONG (Médecins sans frontières), des géants de la banque et de l'assurance (BNP Paribas, AXA), du conseil (McKinsey & Cie), mais aussi Fnac Darty, Saint-Gobain, Dassault, SNCF, Orange, Bouygues. On trouve aussi des mouvements politiques, comme le NPA, le groupuscule trotskyste d'Olivier Besancenot ou encore le BLM, le micro-parti de Bruno Le Maire. Parmi les institutionnels, beaucoup d'écoles, de mairies, de centres culturels partout en France, mais aussi le GIGN, le ministère de la Défense, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le CNRS, etc.

D'où les questions suivantes : à quelle fréquence François Abello se rendait-il en Indonésie, un pays où il avait vraisemblablement ses habitudes (il s'était fait greffer des cheveux dans une clinique de Surabaya, l'autre mégapole de l'archipel) ? Les vidéos pédopornographiques tournées en Indonésie relevaient-elles de sa « consommation personnelle » ou plus vraisemblablement, vu la quantité (plus de 300 retrouvées lors de son arrestation), étaient-elles destinées à être distribuées, vendues à prix d'or à une riche clientèle ? Pourquoi de grandes entreprises ayant leur propre département photographique interne étaient-elles en affaire avec un petit studio et une boutique située aux confins du XX<sup>e</sup> arrondissement et de la Seine-Saint-Denis ?

Pour quels types de services ou d'équipements la petite affaire de François Abello avait-elle remporté des appels d'offres du ministère de la Défense et du GIGN ? Les activités pédocriminelles pour lesquelles François Abello avait été arrêté étaient-elles en lien avec ses activités professionnelles apparentes ? L'objet officiellement affiché de ses activités professionnelles étaient-elles, et, si oui, dans quelle mesure, une couverture pour des activités pédocriminelles officieuses ? Cela expliquait-il que François Abello, détaillant de la rue de Bagnolet, ait pu disposer d'une carte Visa Infinite ?

Ses activités avaient-elles, d'une manière ou d'une autre, joué un rôle dans l'ascension surprenante de son neveu Vincent Abello dans les réseaux de pouvoir les plus liés à la Macronie ? L'annonce de l'arrestation de François Abello a-t-elle mobilisé en haut lieu ? Si oui, qui avait intérêt à une annonce rapide de sa disparition, et donc, par conséquent, à une clôture immédiate du dossier Abello ?